Le retour de l'administration britannique et la question monétaire

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Capitulation et British Military Administration

L'empereur Hirohito annonça la capitulation du Japon le 15 août 1945. Les forces britanniques débarquèrent à Penang le 3 septembre et à Singapour le 5 septembre 1945, où elles furent accueillies par une foule en liesse. Le 12 septembre 1945, le général Itagaki Seishiro, agissant pour le maréchal comte Terauchi, signa l'acte de capitulation dans la salle du conseil du Municipal Building. Lord Louis Mountbatten, commandant suprême des forces alliées en Asie du Sud-Est, le reçut.[1]

Une British Military Administration (administration militaire britannique) gouverna l'île jusqu'à la fin de mars 1946. Lorsque Singapour devint une colonie de la Couronne distincte le 1er avril 1946, le Singapore Colony Order in Council institua une Supreme Court composée d'une High Court et d'une Court of Appeal. La séparation de Singapour et de l'Union malaise (Malayan Union), constituée le même jour, posa les bases constitutionnelles des trajectoires différentes de Singapour et de la péninsule, que suit le chapitre C.II.[2]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'administration militaire se trouvait face à une économie en ruine, dans laquelle la Malaisie manquait de vivres et de fournitures médicales. Avant la guerre, elle importait plus de la moitié de son riz, ce qui rendait le blocus allié des importations et des exportations particulièrement dommageable. Londres refusait de financer la reconstruction, tandis que les importations en provenance de l'extérieur de la zone sterling étaient fortement restreintes. La corruption, la contrebande, l'extorsion et le marché noir étaient devenus « un mode de vie » sous les Japonais, des habitudes qui survécurent à l'arrivée des Britanniques.[3]

Aucune valeur pour la monnaie banane

La décision la plus lourde de conséquences de l'administration militaire concernait la monnaie. Elle décida de n'accorder « aucune valeur quelle qu'elle soit » à la monnaie banane japonaise. Des billets d'un cent à 10 000 dollars furent mis à disposition, tandis que le billet de dix dollars de 1940 et les anciens billets des Établissements des Détroits étaient déclarés ayant cours légal. La monnaie d'occupation fut déclarée « ne valoir rien de plus que le papier sur lequel elle est imprimée ». Les proclamations relatives au cours légal et à un moratoire des dettes furent reproduites dans la *Malaya Gazette* du 1er novembre 1945.[4]

La décision obéissait à une logique claire : les billets japonais n'étaient pas couverts, beaucoup n'étaient pas numérotés et leur quantité était inconnue. Les rembourser à quelque taux que ce soit aurait reporté le coût de l'occupation japonaise sur le trésor colonial et sur les réserves de la caisse d'émission. Un Select Committee (commission parlementaire restreinte) estima plus tard que ces billets non numérotés et non couverts ne constituaient pas du tout « une émission de monnaie ». Le Japon, leur émetteur, ne les a jamais échangés.[5]

Les conséquences pour les particuliers furent rudes. Ceux qui détenaient de la monnaie japonaise au moment de la libération perdirent tout ce qu'ils possédaient sous cette forme. Certains se retrouvèrent sans aucune monnaie utilisable. Ceux qui avaient caché des dollars des Détroits ou des dollars malais constatèrent que leurs billets avaient de nouveau cours. Le résultat récompensait ceux qui s'étaient méfiés de l'occupant et pénalisait ceux qui s'étaient pliés à ses règles. Les billets banane

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

finirent comme souvenirs, furent tamponnés ou perforés pour annulation, ou servirent de papier pour les calendriers de 1946. La caisse d'émission malaise, qui avait conservé ses réserves à Londres pendant toute la guerre, fut reconstituée le 1er avril 1946.[6]

Dettes, dépôts et législation rétroactive

Refuser toute valeur à la monnaie d'occupation réglait une question et en ouvrait beaucoup d'autres. Pendant l'occupation, des débiteurs avaient remboursé en billets banane des prêts d'avant-guerre, des déposants y avaient retiré leurs dépôts, des locataires avaient payé leur loyer et des biens immobiliers avaient été vendus contre ces billets. Si les billets n'avaient aucune valeur, ces paiements avaient-ils éteint les dettes ? Les banques soutenaient que les déposants qui avaient accepté d'être payés en monnaie japonaise avaient valablement éteint leurs créances.[7] Les créanciers qui avaient été remboursés de prêts d'avant-guerre en billets dépréciés soutenaient le contraire. Sans législation, les tribunaux auraient dû trancher au cas par cas des milliers de litiges de ce type.

Les tribunaux de Birmanie montrèrent à quel point cela aurait été difficile. Dans l'affaire *Chan Taik v Dooply*, la High Court de Birmanie jugea que les autorités militaires japonaises n'avaient été compétentes que pour émettre des billets complétant la monnaie légale. Assimiler leur monnaie à la monnaie légale excédait cette compétence, de sorte que la prétendue monnaie japonaise n'avait jamais eu cours légal en Birmanie. Après que les difficultés qui s'ensuivirent eurent conduit la juridiction birmane à recommander une intervention législative, la Birmanie adopta un Japanese Currency (Evaluation) Act qui évaluait les billets d'occupation selon une échelle dégressive, au pair pour 1942 et à seulement 5 % des billets d'avant l'occupation pour 1945.[8]

Singapour et la Fédération de Malaya suivirent la même voie d'une législation rétroactive. Le Debtor and Creditor (Occupation Period) Bill 1948 passa devant des Select Committees dans les deux territoires. La législation qui en résulta distinguait entre « dettes antérieures à l'occupation » et « dettes d'occupation ». Une dette d'occupation restée partiellement impayée était réévaluée selon un barème, soit à la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

date de la mise en demeure, soit au 12 août 1945, la date la plus ancienne étant retenue. Si le solde réévalué était inférieur à 100 dollars en monnaie malaise, rien n'était dû. D'autres mesures suivirent, parmi lesquelles la Moratorium Proclamation (Repeal) Ordinance 1949 et la Principals and Agents Rights and Liabilities (Occupation Period) Ordinance 1949.[9]

L'étude de S. K. Das parue en 1960, qui réunissait cette législation, concluait que la législation corrective avait été le seul moyen efficace de résoudre ces problèmes. La législation ne pouvait restaurer ce qui avait été perdu. Elle pouvait en revanche remplacer une masse imprévisible de contentieux par des règles que créanciers et débiteurs étaient en mesure d'appliquer. La colonie rétablit ainsi un élément fondamental d'un système de crédit en état de fonctionner : la certitude de ce que vaut une dette et de la manière dont elle peut être éteinte. Les billets d'avant l'invasion furent eux-mêmes démonétisés le 31 août 1948, date à laquelle tous les billets datés d'avant le 1er juillet 1941 perdirent leur cours légal.[10]

Dommages de guerre, crimes de guerre et « dette de sang »

Les dommages matériels furent traités au moyen d'un régime d'indemnisation des dommages de guerre. En avril 1949, une question posée à la Chambre des communes relevait que 220 millions de dollars supplémentaires étaient demandés à la Grande-Bretagne, en sus des 85,7 millions déjà promis. En février 1952, environ 200 000 demandes avaient été déposées à Singapour et dans la Fédération de Malaya. Des indemnités définitives avaient été fixées pour 80 000 d'entre elles, et des acomptes de 30 à 60 % avaient été versés jusque-là.[11] L'indemnisation ne couvrit donc qu'une partie des pertes, des années après les dommages.

La responsabilité pénale fut poursuivie dans une série de procès pour crimes de guerre menés par les autorités britanniques. Entre le 21 janvier 1946 et le 12 mars 1948, 131 procès se tinrent à Singapour. Le procès relatif au Sook Ching eut lieu du 10 mars au 2 avril 1947. Les sept officiers accusés furent tous reconnus coupables : le lieutenant-général Kawamura Saburo et le lieutenant-colonel Oishi Masayuki furent condamnés à mort, tandis que les cinq autres furent condamnés à la réclusion à perpétuité. Kawamura et Oishi furent pendus le 26 juin 1947.[12]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La créance financière de la communauté chinoise à l'égard du Japon resta ouverte pendant deux décennies. Après la découverte de restes de victimes de guerre sur East Coast Road en février 1962, la Singapore Chinese Chamber of Commerce constitua un comité chargé de les exhumer. Le 25 août 1963, la Chambre organisa sur le Padang un rassemblement pour la « dette de sang », soutenu par le gouvernement, qui réunit environ 120 000 personnes et réclama 50 millions de dollars malais (M$) à titre d'indemnisation. Le 25 octobre 1966, le Japon accepta de verser 50 millions de S$, pour moitié sous forme de don et pour moitié sous forme de prêt. Il qualifia ce versement de « geste d'expiation » et évita les termes de dommages-intérêts et de réparations. Une partie de l'argent finança le Civilian War Memorial, que Lee Kuan Yew inaugura le 15 février 1967, vingt-cinquième anniversaire de la chute de Singapour.[13]

Le règlement de 1966 solda le compte par un montant nominal égal au « don » de 1942. En l'acceptant, le jeune État indépendant ouvrit la voie à des relations économiques avec le Japon, dont les investissements allaient contribuer au programme d'industrialisation décrit au chapitre C.III.

Notes

1. Wikipedia, « Japanese occupation of Singapore » (consulté en novembre 2026) : Hirohito annonça la capitulation du Japon le 15 août 1945 ; les troupes britanniques furent accueillies par une foule en liesse le 5 septembre 1945 ; Wikipedia, « Malayan dollar » (consulté en novembre 2026) : les forces britanniques débarquèrent à Penang le 3 septembre 1945 et à Singapour le 5 septembre 1945. Roots.gov.sg (National Archives of Singapore), « The Japanese surrender at the Municipal Building » (consulté en novembre 2026) : le 12 septembre 1945, le général Itagaki Seishiro conduisit la délégation japonaise et signa l'Instrument of Surrender au nom du maréchal comte Terauchi ; Lord Louis Mountbatten reçut la capitulation dans la salle du conseil du Municipal Building. ↩
2. Supreme Court of Singapore, « History of the Courts », judiciary.gov.sg (consulté en novembre 2026) : après la capitulation du 12 septembre 1945,

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'armée britannique administra temporairement Singapour ; l'administration militaire prit fin le 31 mars 1946 et Singapour devint une colonie de la Couronne distincte ; « The Singapore Colony Order in Council established the Supreme Court, consisting of a High Court and a Court of Appeal ». Wikipedia, « British Military Administration (Malaya) » (consulté en novembre 2026) : l'Union malaise entra en fonction le 1er avril 1946, mettant fin à la BMA. ↩

3. Wikipedia, « British Military Administration (Malaya) » (consulté en novembre 2026) : à la fin de la guerre, la Malaisie manquait de vivres et de fournitures médicales ; avant la guerre, elle importait plus de 50 % de son riz ; Londres refusait de financer la reconstruction ; les importations en provenance de l'extérieur de la zone sterling étaient fortement restreintes. Wikipedia, « British Military Administration (Malaya) » (consulté en novembre 2026) : sous les Japonais, la corruption, la contrebande, l'extorsion et le marché noir devinrent « a way of life ». ↩

4. Wikipedia, « Malayan dollar » (consulté en novembre 2026) : « It was decided that no value whatever should be accorded the Japanese banana money » ; des billets de 1 cent à 10 000 dollars furent mis à disposition, et le billet de 10 dollars de 1940 ainsi que les anciens billets des Straits Settlements furent déclarés ayant cours légal. Wikipedia, « British Military Administration (Malaya) » (consulté en novembre 2026) : la monnaie d'occupation japonaise fut déclarée « worth no more than the paper on which it is printed » ; l'ancienne monnaie malaise retrouva cours légal et l'épargne constituée pendant la guerre fut anéantie. Kratoska, « Banana Money », 1992, note 36 (notes de référence consultées sur Cambridge Core, novembre 2026) : proclamations relatives au cours légal, au moratoire, au contrôle des prix et au contrôle des denrées alimentaires publiées dans la *Malaya Gazette* du 1er novembre 1945. ↩

5. Kratoska, « Banana Money », 1992, note 58 (notes de référence consultées sur Cambridge Core, novembre 2026) : le Select Committee estima que les billets japonais non numérotés et non couverts ne constituaient pas « an issue of a currency ». Wikipedia, « Japanese government-issued dollar in Malaya and

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Borneo » (consulté en novembre 2026) : « The currency became entirely worthless, and to this day the Japanese government has refused to exchange these currencies. » ↩

6. Wikipedia, « British Military Administration (Malaya) » (consulté en novembre 2026) : certaines personnes se retrouvèrent sans monnaie utilisable, et l'épargne constituée pendant la guerre fut anéantie. Wikipedia, « Japanese government-issued dollar in Malaya and Borneo » (consulté en novembre 2026) : les habitants qui avaient caché des dollars des Détroits ou des dollars malais purent les utiliser une fois le contrôle britannique rétabli. Wikipedia, « Japanese government-issued dollar in Malaya and Borneo » (consulté en novembre 2026) : les billets restants furent tamponnés comme souvenirs de guerre, utilisés comme papier d'impression pour les calendriers de 1946 ou perforés pour annulation. Wikipedia, « Malayan dollar » (consulté en novembre 2026) : l'administration civile fut rétablie le 1er avril 1946, et la caisse d'émission fut reconstituée le même jour. ↩

7. Kratoska, « Banana Money », 1992, note 62 (notes de référence consultées sur Cambridge Core, novembre 2026) : les banques soutenaient que les déposants qui avaient accepté d'être payés en monnaie japonaise avaient valablement éteint leurs créances. ↩

8. Hla Aung, compte rendu de S. K. Das, *University of Malaya Law Review*, vol. 2, n° 2, décembre 1960, 354, citant San Maung J dans *Chan Taik v Dooply* : il était « entirely beyond their competence to issue an Ordinance such as the Burma Monetary Arrangements Ordinance, 1942, equating their currency to the lawful currency of the country ». Hla Aung, compte rendu de S. K. Das, *University of Malaya Law Review*, décembre 1960, 354 : le Japanese Currency (Evaluation) Act (Act XXXVI of 1947) évaluait la monnaie japonaise « on a gradually reducing scale », au pair avec la monnaie d'avant l'occupation pour 1942 et à « only 5% of that of pre-occupation notes » en 1945. ↩

9. Kratoska, « Banana Money », 1992, notes 67, 69 et 71 (notes de référence consultées sur Cambridge Core, novembre 2026) : le Debtor and Creditor (Occupation Period) Bill, 1948, passa devant des Select Committees à Singapour et dans la Fédération de Malaya (Singapore Paper No. 31 of 1948 ;

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Federation Paper No. 38 of 1948). Hla Aung, compte rendu de S. K. Das, *University of Malaya Law Review*, décembre 1960, 354 : la législation d'après-guerre en Malaisie « draws a distinction between 'pre-occupation debt' and 'occupation debt' » ; les soldes impayés sont réévalués « in accordance with scale, either as on the date of demand or as at the twelfth day of August, 1945 whichever of such dates is earlier » ; s'ils sont inférieurs à 100 dollars en monnaie malaise, « nothing is deemed payable ». Kratoska, « Banana Money », 1992, notes 90 et 100 (notes de référence consultées sur Cambridge Core, novembre 2026) : la Moratorium Proclamation (Repeal) Ordinance, 1949, et la Principals and Agents Rights and Liabilities (Occupation Period) Ordinance, 1949. ↩

10. Hla Aung, compte rendu de S. K. Das, *University of Malaya Law Review*, décembre 1960, 352 : l'un des objectifs de l'auteur était « to show that remedial legislation was the only effective means to enable a flustered mind to find a plausible answer ». Wikipedia, « Malayan dollar » (consulté en novembre 2026) : « All notes bearing dates prior to 1 July 1941, were de-monetised on 31 August 1948. » ↩

11. *Hansard*, House of Commons, 6 avril 1949, vol. 463, c. 2058, « Singapore and Malaya (War Damage) » : M. Channon évoqua « a further 220 million dollars » demandés à la Grande-Bretagne « in addition to the 85.7 millions already promised ». *Hansard*, House of Commons, 20 février 1952, vol. 496, cc. 228–229, « Malaya (War Damage Commission) » (Oliver Lyttelton) : environ 200 000 demandes déposées à Singapour et dans la Fédération de Malaya ; indemnités définitives fixées pour 80 000 d'entre elles ; acomptes de 30 à 60 % versés. ↩

12. Timothy Pwee, « A War Crimes Trial Snapshot », *BiblioAsia*, vol. 11, n° 4, janvier–mars 2016 : 131 procès « held between 21 January 1946 and 12 March 1948 » ; le procès de l'opération Sook Ching se déroula du 10 mars au 2 avril 1947 ; Kawamura Saburo et Oishi Masayuki furent condamnés à mort et les cinq autres officiers à la réclusion à perpétuité. Wikipedia, « Sook Ching » (consulté en novembre 2026) : Kawamura et Oishi furent pendus le 26 juin 1947. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

13. Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, *BiblioAsia*, juillet–septembre 2022 : le 19 février 1962, le *Nanyang Siang Pau* rapporta la découverte de restes humains sur East Coast Road ; la Singapore Chinese Chamber of Commerce constitua un Disposal of Remains Committee le 28 février 1962. Henedick Chng, « Why 'Syonan-to' is still painful », *Mothership*, 18 février 2017 : le rassemblement « Blood Debt » du 25 août 1963, organisé par la Singapore Chinese Chamber of Commerce et soutenu par le gouvernement, réunit 120 000 personnes et réclama 50 millions de M$ à titre d'indemnisation. Wikipedia, « Sook Ching » (consulté en novembre 2026) : le 25 octobre 1966, le Japon accepta de verser 50 millions de S$, pour moitié sous forme de don et pour le reste sous forme de prêt ; le versement fut qualifié de « gesture of atonement » et des termes tels que « damages » ou « reparations » furent évités. Wikipedia, « Japanese occupation of Singapore » (consulté en novembre 2026) : une partie de l'indemnisation finança le Civilian War Memorial, inauguré par Lee Kuan Yew le 15 février 1967 ; Lee Meiyu et Seow Peck Ngiam, *BiblioAsia*, juillet–septembre 2022 : le mémorial fut inauguré par Lee Kuan Yew le 15 février 1967. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.